

Distr. réservée aux participants

Français

Original: anglais

---

**Commission économique pour l'Afrique**  
Réunion spéciale du Bureau de la Commission

Addis-Abeba, 26 novembre 2015

## **Note du secrétariat**

**Brève note de présentation de l'Institut africain  
de développement économique et de planification**

**Karima Bounemra Ben Soltane**  
**Directrice de l'IDEP**

## À propos de l'IDEP

L'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) est une institution panafricaine créée en 1962 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a démarré ses activités en 1963 avec pour mandat principal d'accompagner et d'aider les pays africains, nouvellement indépendants, à renforcer les capacités de leurs ressources humaines, condition préalable à remplir pour garantir la viabilité de l'indépendance et la promotion du développement socioéconomique de l'Afrique.

Les principales activités de l'Institut découlant de son mandat sont organisées dans le cadre d'un portefeuille de programmes de développement des capacités et de formation et d'un ensemble d'initiatives de recherche sur les politiques et de dialogue. L'IDEP offre également des services consultatifs à la demande et sert de tribune pour explorer de nouvelles pistes de réflexion sur le développement de l'Afrique.

L'Institut fonctionne comme un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), et est en charge du sous-programme 8 de la Commission, relatif à la planification et à l'administration du développement. Son siège se trouve à Dakar, au Sénégal, et tous les 54 États membres africains y ont adhéré. L'IDEP est l'institution panafricaine pionnière établie sur le continent africain pour le renforcement, l'amélioration et/ou le perfectionnement des aptitudes techniques et des compétences des cadres intermédiaires et des hauts-fonctionnaires des États en matière de gestion économique et de planification du développement.

Les quatre fonctions de base de l'Institut sont :

- a) Assurer à son siège et dans toute autre localité en Afrique des cours de formation englobant des programmes courts et d'études supérieures de durée variable sur divers aspects de la conception et de la gestion des politiques économiques et de la planification, du suivi et de l'évaluation du développement;
- b) Organiser dans les pays africains, en coopération avec les services nationaux, les organismes sous-régionaux et régionaux et les institutions internationales spécialisées, des séminaires et des dialogues politiques de durée variable sur les problèmes concrets liés à la gestion économique, au développement et à la planification à l'échelle nationale et continentale;
- c) Fournir des services consultatifs à la demande des gouvernements, en concertation et en collaboration étroites avec les divisions pertinentes chargées des programmes de la Commission économique pour l'Afrique et dans la mesure où son programme de formation le permet;
- d) Créer et entretenir une documentation qui soit accessible dans toute l'Afrique sur papier et sous forme électronique aux chercheurs, aux institutions nationales et sous-régionales et aux organisations régionales travaillant dans le domaine de la planification et du développement économiques.

Dans ce contexte, IDEP a exécuté les activités ci-après au cours de l'exercice biennal 2014-2015.

| Types de programmes                                       | Nombre de manifestations | Nombre de participants | Pourcentage de femmes | Nombre de pays bénéficiaires |
|---|--------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------------|
| <b>A. Formation</b>                                       |                          |                        |                       |                              |
| i) Cours panafricains de courte durée                     | 12                       | 307                    | 35.2                  | 46                           |
| ii) Cours spéciaux et sous-régionaux                      | 3                        | 89                     | 41.7                  | 25                           |
| iii) Cours de courte personnalisés                        | 4                        | 170                    | 22.0                  | 3                            |
| iv) Cours de recyclage de la CEA                          | 5                        | 62                     | 38,8                  | S.O                          |
| <b>Total</b>  | <b>24</b>                | <b>628</b>             | <b>37</b>             | <b>54</b>                    |
| <b>B. Dialogues</b>                                       |                          |                        |                       |                              |
| i) Dialogues de haut niveau et grandes conférences        | 6                        | environ 800            | S.O                   | S.O                          |
| ii) Programme des orateurs et autres séminaires de l'IDEP | 9                        | environ 450            | S.O                   | S.O                          |
| <b>Total</b>  | <b>15</b>                | <b>1250</b>            | <b>S.O</b>            | <b>S.O</b>                   |
| <b>C. Bourses</b>   |                          |                        |                       |                              |
| i) Bourses de recherche de l'IDEP                         |                          | <b>1</b>               | <b>100</b>            | <b>1</b>                     |

## Gouvernance de l'IDEP

Suite à l'adoption par le Conseil économique et social de la résolution E/RES/2013/2 le 5 juillet 2013 – sur la base de la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique (E/2013/15/Add.2)] intitulée « Recentrer et recalibrer la Commission économique pour l'Afrique en vue de soutenir la transformation structurelle de l'Afrique » :

1. L'Institut est un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique et fonctionne comme tel.
2. L'Institut a son propre conseil d'administration et son propre budget. Il est soumis aux dispositions du Règlement financier et du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies, sauf lorsque l'Assemblée générale en décide autrement. L'Institut est soumis également aux dispositions des Règles de gestion financière et du Règlement du personnel et de tous les autres textes administratifs du Secrétaire général, sauf lorsque celui-ci en décide autrement.

3. De plus, l'Institut est doté d'un comité consultatif technique, d'un directeur et d'un personnel d'appui.

#### Rôle et mandat du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration est le principal organe de surveillance et de prise de décision de l'Institut et se charge de donner suite aux orientations générales des travaux de l'Institut établies par la **Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique** de la Commission économique pour l'Afrique (la « **Conférence** »).
2. Le Conseil d'administration se compose comme suit:
  - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;
  - b) Dix représentants de gouvernements africains, deux de chacune des cinq sous-régions du continent (Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique du Nord, Afrique australe et Afrique de l'Ouest);
  - c) Un représentant du gouvernement du Sénégal, le pays hôte;
  - d) Un représentant de la Commission de l'Union africaine ;
  - e) Le Directeur de l'Institut en tant membre de droit et secrétaire du Conseil d'administration.
3. Les 10 membres du Conseil d'administration représentant les gouvernements africains sont nommés par la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique, sur la base d'une représentation égale des cinq sous-régions du continent africain. Ils sont nommés à titre volontaire, en reconnaissance de leur engagement personnel et de leurs compétences professionnelles et compte tenu de leur expérience dans les questions relevant du domaine de compétence de l'Institut.
4. Le membre du conseil d'administration désigné par la Commission de l'Union africaine est recommandé par la présidence de la Commission parmi les responsables de la Commission élus pour être nommés par la Conférence.
5. Tous les membres nommés par la Conférence pour représenter les cinq sous-régions et le membre nommé sur recommandation de la présidence de la Commission de l'Union africaine ont un mandat de trois ans, renouvelable une seule fois. Les postes qui se libèreraient pour cause d'invalidité ou de démission sont pourvus pour la période intérimaire par la Conférence.
6. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique assure la présidence du Conseil d'administration.

7. Le Conseil d'administration:

- a) Adopte les principes et orientations généraux régissant l'activité de l'Institut, y compris les conditions générales d'admission aux programmes de l'Institut;
- b) Examine et approuve le programme de travail et le budget annuels de l'Institut;
- c) Approuve les cours proposés par l'Institut et les conditions d'admission à ces cours sur avis du comité consultatif technique et du directeur de l'Institut;
- d) Contribue à déterminer le type et la nature des certificats à accorder à la fin des cours de formation proposés par l'Institut;
- e) Examine et approuve le rapport annuel du directeur sur le travail et les progrès de l'Institut, y compris le rapport budgétaire et financier pour l'exercice précédent;
- f) Présente à la Conférence annuelle de la Commission économique pour l'Afrique un rapport annuel sur le travail de l'Institut, y compris un bilan vérifié de toutes les recettes et dépenses;
- g) Supervise l'administration générale de l'Institut et fait les recommandations qui conviennent;
- h) Constitue un comité consultatif technique de 10 membres pour s'occuper avec lui et avec le directeur de la qualité et de l'utilité des programmes.

8. Le Conseil d'administration tient deux sessions ordinaires par an pour adopter les activités de budget et de programme, examiner le rapport de gestion et les états financiers, approuver l'élaboration de nouveaux programmes et s'assurer de la bonne administration de l'Institut. Il peut organiser une session extraordinaire à la demande de son président ou du tiers de ses membres. Le Conseil d'administration adopte son propre règlement intérieur.

### Membres du Conseil d'administration de l'IDEP

Participation des États membres aux réunions du Conseil d'administration de l'IDEP au cours de la période 2010-2014

|            | Sénégal | Nigeria | Sierra Leone | Tanzanie | Kenya | Zimbabwe | Maroc | Égypte | Congo | Cameroun |
|------------|---------|---------|--------------|----------|-------|----------|-------|--------|-------|----------|
| 2010<br>** | 2       | 2       | 2            | 2        | 1     | 1        | 2     | 1      | 1     | 2        |
| 2011<br>** | 2       | 2       | 2            | 2        | 1     | 2        | 1     | 2      | 1     | 2        |
| 2012<br>*  | 1       | 1       | 1            | 1        | 1     | 1        | 0     | 1      | 0     | 1        |
| 2013<br>*  | 1       | 1       | 1            | 0        | 0     | 1        | 0     | 1      | 1     | 1        |
| 2014<br>*  | 1       | 0       | 1            | 0        | 0     | 1        | 1     | 1      | 1     | 1        |

\* 1 réunion du Conseil

\*\* 2 réunions du Conseil

Participation des États membres aux réunions du Conseil d'administration de l'IDEP  
au cours de la période 2003-2009

|      | Sénégal        | Nigeria | Niger | Tanzanie | Cameroun | Égypte | Libye | Soudan | Angola | Tchad | Afrique du Sud |
|------|----------------|---------|-------|----------|----------|--------|-------|--------|--------|-------|----------------|
| 2003 | P              | P       | P     | P        | P        | P      | P     | A      | A      | P     | A              |
| 2004 | P              | P       | P     | P        | P        | P      | P     | A      | P      | P     | A              |
| 2005 | P              | P       | A     | P        | A        | P      | A     | A      | P      | A     | A              |
| 2006 | P              | P       | P     | A        | P        | P      | P     | A      | P      | P     | A              |
| 2007 | Pas de réunion |         |       |          |          |        |       |        |        |       |                |
| 2008 | Pas de réunion |         |       |          |          |        |       |        |        |       |                |
| 2009 | Pas de réunion |         |       |          |          |        |       |        |        |       |                |

P: présent

A: absent

**Nouveaux membres potentiels pour la période 2016-2018**

| Sous-région        | Membres       |                    |  | Suppléant |            |
|--------------------|---------------|--------------------|--|-----------|------------|
| Afrique centrale   | Gabon         | Guinée équatoriale |  | Sao Tomé  |            |
| Afrique de l'Est   | Kenya (*)     | Ouganda            |  | Rwanda    | Madagascar |
| Afrique du Nord    | Mauritanie    | Tunisie            |  |           |            |
| Afrique australe   | Zimbabwe (*)  | Namibie            |  | Malawi    |            |
| Afrique de l'Ouest | Côte d'Ivoire | Ghana              |  | Mali      | Bénin      |

En outre, le Sénégal, en sa qualité de pays hôte et membre permanent du Conseil d'administration (cf. résolution 2013/2 du Conseil économique et social), sera invité à communiquer le nom/contact de son représentant.

**En faisant la proposition ci-dessus, le secrétariat a tenu compte des considérations suivantes:**

- L'éligibilité, c'est-à-dire la non-participation au Conseil d'administration pendant – au moins les dix dernières années;
- Le souci d'assurer un équilibre linguistique;
- Le souci d'assurer un minimum de continuité de façon à ce que la transition ne soit pas trop brutale. C'est la raison pour laquelle, en plus du Sénégal, il est proposé que deux pays (\*) ne soient pas remplacés et soient autorisés à continuer de siéger pendant une autre année.